

CONCLUSION DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE GRAND PUBLIC DE L'ENTREPRISE DAHLI

«La surliquidité sur le marché nous rend optimistes»

Le président-directeur général de l'entreprise Dahli (Daewoo Algérie Hôtellerie Loisirs et Immobiliers), M. Mohammed-Abdelouahab Rahim, a clôturé, hier à partir de Constantine, l'opération de promotion, destinée à expliquer aux citoyens algériens l'importance du projet Alger Médina et les inciter à le financer par le biais d'un emprunt obligataire grand public, d'un montant de 8,3 milliards de dinars, émis à cet effet.

M. Rahim, qui s'est exprimé à l'occasion d'une conférence de presse, demeure optimiste quant à la conclusion de ce financement à une semaine de l'expiration de la période de souscription. «Nous sommes optimistes, à partir du moment où il y a une surliquidité sur le marché algérien», affirme-t-il. Et ajouter que, même si l'opération ne drainera pas suffisamment de capitaux, l'entreprise cherchera d'autres sources de financement. «La réalisation d'Alger Médina continuera, quel que soit le résultat», dira-t-il.

M. Rahim, qui s'est longuement étalé sur les avantages que générera un tel projet, surtout en matière d'attractivité, a, néanmoins, précisé que cet emprunt obligataire concerne le

financement de trois «modules», à savoir les appartements-hôtels, le parc aquatique et le port de plaisance. Les autres éléments d'Alger Médina, soulignera-t-il, sont soit opérationnels (l'Hôtel Hilton et la Tour ABC, qui abrite actuellement les bureaux de la plupart des multinationales présentes en Algérie), soit en cours de construction, mais à la charge de la trésorerie du groupe (un palais des congrès, des tours de bureaux et un hypercentre commercial).

Selon ses dires, Alger Médina constituera le «cœur de la capitale». Un espace qui devra, présagera-t-il, contribuer à raviver la convivialité parmi les Algériens, privés depuis bien longtemps d'un endroit digne de cette vocation pour se rencontrer.



M. Mohamed Rahim.

«C'est le problème de toutes nos villes, conçues selon des modèles remontant au XIX^e siècle, qui, par ricochet, sont en retard par rapport à l'évolution de la société et ne répondent plus aux besoins des citoyens. Alger Médina est un projet pilote qui

servira de modèle pour toutes les autres villes. L'Etat algérien est tellement centralisé que le déclin devrait se produire à partir de la capitale» enchaînera-t-il.

Bref, le groupe Dahli aspire à concevoir un projet moderniste, pourvu de lieux d'hébergement toutes gammes, de 20 km de trottoirs d'une largeur de 11 m et ornés d'oliviers, avec 250 restaurants qui offrent une gastronomie variée, une marina... «C'est un investissement qui n'est en aucun cas spéculatif parce que, une fois ces structures achevées, elles feront partie des actifs du groupe que nous allons gérer nous-mêmes. Or, c'est un investissement qui traversera plusieurs générations et dont les retombées en matière de confort ne sont plus à énumérer», soulignera-t-il.

Sur un autre plan, le projet renforcera l'attractivité du pays, sachant, à titre d'exemple, que le port de plaisance est conçu pour abriter 600 bateaux.

Une bonne nouvelle pour les

constructeurs à travers le monde et surtout européens, qui n'arrivent plus à trouver des espaces pour placer leurs produits. «Sur toute la Méditerranée, seuls les Algériens restent privés de ce genre d'infrastructures, en dépit de la longueur de nos côtes. Ce projet donnera à réfléchir pour la construction d'autres marinas. C'est un marché porteur», conclura-t-il.

En tout état de cause, le P-dg de l'entreprise Dahli n'a pas manqué de soulever les difficultés que rencontrent les investisseurs «nationaux», qui sont confrontés, selon lui, à une sorte de ségrégation, comparative aux opérateurs étrangers. «Il existe beaucoup d'entreprises nationales privées qui répondent aux standards internationaux. Des entreprises citoyennes qui peuvent mener le développement en Algérie. Malheureusement, leurs initiatives ne suscitent pas assez d'enthousiasme dans les sphères de décision», regrettera-t-il.

L. H.

VALORISATION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE INNOVANTE EN ALGÉRIE

Les ponts entre l'université et l'entreprise attendent toujours d'être établis

Entre les déclarations de foi, les projets de lois adoptés et les financements qui sont parfois colossaux, le secteur de la recherche scientifique innovante demeure à la traîne. Les chercheurs végètent d'un côté et le monde industriel de l'autre. Les ponts entre les deux n'arrivent toujours pas à être établis.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - L'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET) a accueilli hier les travaux d'un atelier sur la valorisation des cultures agricoles in vitro.

Cette rencontre qui a permis au jeune chercheur Ounada Karim et à son responsable de recherche de l'USTHB, M^{me} Nadia Boughedoura, d'exposer leur travail, a été l'occasion pour la énième fois de démontrer le fossé existant entre le monde universitaire et celui de l'entreprise.

Fruit d'une patience et d'un effort de dix

années de recherche, le projet en question, réalisé dans le cadre d'une thèse de doctorat, a bénéficié d'un brevet d'invention enregistré à l'Inapi.

Mais personne n'aurait peut-être pu entendre parler de lui n'était l'atelier d'hier. M^{me} Boughedoura a affirmé avoir déjà discuté de cette innovation dans la culture des plants et leur assainissement de tous virus à l'ancien ministre de l'Agriculture Saïd Barkat. «Nous sommes restés au stade de cette discussion puisque aucune suite ne m'a été donnée sur ce sujet», regrette-t-elle.

Depuis cette période, l'Algérie a continué d'importer en masse des plants contaminés. Pourtant, des chercheurs comme le jeune Karim Ounada, persévérants et pleins d'ambition, se voient confinés dans leurs petits laboratoires de recherche, souvent dépourvus de moyens nécessaires.

Des thèses de doctorat dont les résultats peuvent être efficacement exploités par l'agriculture locale, pourrissent au fond des tiroirs.

Contre des plants contaminés, l'Algérie exporte des compétences que les pouvoirs publics laissent partir servir sous d'autres cieux. Et c'est le constat qui s'était dégagé des débats organisés à l'ANVREDET.

Les chercheurs invités, les représentants du monde industriel et agricole qui étaient présents ont illustré la situation de dépendance du secteur agricole vis-à-vis de l'étranger. La quasi-solitude dans laquelle se sont trouvés les auteurs du projet exposé hier n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Un représentant d'une société privée, relevant du secteur agricole et possédant un laboratoire de multiplication des plants, regrette le fait de voir de jeunes diplômés ouvrir des cybercafés ou exercer d'autres activités, au lieu qu'ils soient aidés à monter leur propre laboratoire de recherche en le domaine.

Ce dernier propose carrément aux responsables concernés d'aider ces jeunes à créer ce qu'il a appelé des microentreprises de recherche, capables de fournir de nouvelles

méthodes de cultures agricoles pour améliorer les rendements et surtout mettre fin à la dépendance de l'Algérie en matière de production de plants. «Nous avons plus de 700 000 hectares de vergers qu'il faut renouveler et divers produits du terroir qu'il nous faut préserver et développer.

Il y a du travail à faire dans la culture in vitro mais il faut valoriser le travail des jeunes chercheurs et les mettre en contact avec les autres acteurs de la vie économique et industrielle», a-t-il encore ajouté.

D'où la nécessité de redéployer les activités de l'Anvredet dont a parlé son directeur, le professeur Taïbi, afin de créer de véritables ponts entre ces chercheurs et le monde de l'entreprise. «Nous sommes condamnés, entreprises et université, à travailler ensemble si nous voulons vraiment aller dans le sens de la valorisation de nos compétences nationales et des travaux qu'elles effectuent quotidiennement», a-t-il conclu.

L. M.

DJEZZY

Beaucoup

d'investissements

en perspective

Au cours d'une rencontre avec la presse, le directeur général d'Orascom Telecom Algérie a rappelé que Djazzy n'a jamais été à vendre. M. Tamer El Mahdi a, en outre, assuré que les investissements de Djazzy vont aller de l'avant, tout en précisant que l'entreprise qu'il dirige ne regarde point derrière elle et lance le défi de dépasser le niveau de réussite atteint en Algérie.

Il s'est également déclaré à l'écoute de la famille de la presse et a souhaité multiplier ce genre de rencontre.

N. M.

L'AMBASSADEUR DE FRANCE À BOUMERDÈS

Vers plus de visas de circulation

tion, a ajouté : «La réciprocité est une bonne chose.»

Le conseiller s'adressait aux hautes autorités du pays. Il est probable que des ressortissants français, des journalistes sûrement, rencontrent des difficultés avec les autorités algériennes pour entrer en Algérie.

De manière générale, l'ambassadeur a déclaré que 180 000 visas sont délivrés annuellement par les trois consulats français installés en Algérie, dont 1/3 pour la circulation. Concernant les visas délivrés à la frange estudiantine, ils étaient de 3 400 en 2007 avant d'atteindre 4 400 en 2008. «L'information selon laquelle la délivrance de visas aux étudiants est bloquée est fausse. Seulement, en accord avec les autorités algériennes, nous ne les délivrons qu'aux étudiants pour les-

quels nous sommes pratiquement sûrs qu'ils reviendront en Algérie pour apporter un savoir-faire», dira M. Georgeais Philippe.

Sécuritaire : la France se fait sa propre opinion

L'ambassadeur a, à cette occasion, rejeté l'allégation selon laquelle son pays s'aligne sur l'appréciation des pays anglo-saxons pour évaluer la situation sécuritaire dans notre pays et, par conséquent, verser quelque peu dans plus de rigueur, dans les avertissements adressés aux voyageurs français.

Cette rigueur rend la circulation Nord-Sud plus difficile. Cela se répercute négativement sur les échanges économiques, culturels, scientifiques... Un enseignant de l'université n'a pas manqué d'adresser la remarque à l'ambassadeur.

Aux journalistes, le visiteur a déclaré : «La France a son autonomie de jugement. Notre rôle c'est aussi, à la fois, de mettre en garde un certain nombre d'agences de voyages en France sur un certain nombre de régions en Algérie, en Libye, au Maroc et dans d'autres pays du monde sur les conditions de circulation. Notre rôle n'est pas d'amplifier. C'est de dire les choses comme elles se passent.»

Le diplomate a laissé également entendre que des équipes spécialisées se réunissent à l'ambassade pour évaluer mensuellement la situation. Il n'a pas omis de préciser que l'Etat français se protège ainsi contre les recours des victimes qui intentent des actions en justice, lorsqu'elles subissent un préjudice pour ne pas avoir été averties.

Abachi L.